

Entre nous

Face à la crise,
un seul mot d'ordre :
la mobilisation

**Un nouveau centre
d'hébergement
d'urgence dédié aux
familles**

Assurer une continuité
pédagogique auprès
des **enfants sans-
domicile**

#4
2020

samusocial
Paris



Quatrième numéro de notre magazine Entre Nous !

Ce magazine, édité une fois par an, a été créé pour vous informer de notre actualité, des actions menées grâce à vos dons, et vous remercier de votre fidélité. Rappelons qu'au Samusocial de Paris, nous veillons à ce que les dépenses liées aux actions de communication restent modestes. Celles-ci représentent moins de 1% de notre budget. Au sommaire de ce numéro, un retour sur la gestion de la crise sanitaire au sein de nos structures et aux côtés des personnes sans-abri, un focus sur notre nouveau centre d'hébergement pour familles, avec le témoignage d'une mère hébergée et son enfant, et l'actualité des projets en cours.

Nous espérons que votre lecture sera agréable.



Le potager de Babinski
P.16

Sommaire

À la Une • Face à la crise, un seul mot d'ordre : la mobilisation
Projet • Handicap et précarité : une nouvelle mission dédiée
Agissons • Ouverture d'un centre d'hébergement d'urgence dédié aux familles
Grands témoins • Une mère et ses 4 enfants ont posé leurs valises au CHU Olympe
Portrait métier • Anthony Beltrame, encadrant du dispositif Premières Heures
Un lieu vu par • Le potager de Babinski
Innové • Municipales : les personnes accueillies ont pris part au débat/Assurer une continuité pédagogique auprès des enfants sans-domicile
Tous ensemble !
Ils soutiennent nos actions

Entre nous #4 • 2020 • DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : C. LACONDE • RÉDACTEUR EN CHEF : S. DELAUNAY • DIRECTEUR DE CRÉATION : B. FRANCESCHINI / MOKA • IMPRESSION : STIPA

Entre nous | À la une



Face à la crise, un seul mot d'ordre : la mobilisation

Pour tous, la crise sanitaire a marqué l'année 2020. Si l'on se souvient bien évidemment de son impact sur le personnel de santé, fortement médiatisé, les projecteurs se sont moins tournés sur les conséquences du COVID-19 pour les acteurs de la grande précarité. Dès le démarrage de la crise, le Samusocial de Paris a dû rapidement s'organiser pour y faire face. Récit d'un trimestre qui marquera pour longtemps les esprits.

Aux prémices de la crise

Dès février dernier, nous multiplions les échanges avec l'Agence Régionale de Santé sur une potentielle gestion des cas de COVID-19 à venir. « Il y avait déjà un cluster dans l'Oise, aux portes de la capitale, rappelle le Dr Armelle Pasquet-Cadre, directrice du pôle Médical et Soins au Samusocial de Paris. On s'est donc projetés dans une épidémie francilienne en tentant de l'anticiper ». Rappelons que les personnes que nous hébergeons, épuisées par la rue, sont souvent atteintes de multiples pathologies, et sont donc à risques en cas de contamination. Par ailleurs, les centres d'hébergement d'urgence sont des lieux collectifs dans lesquels l'isolement est complexe à mettre en place.

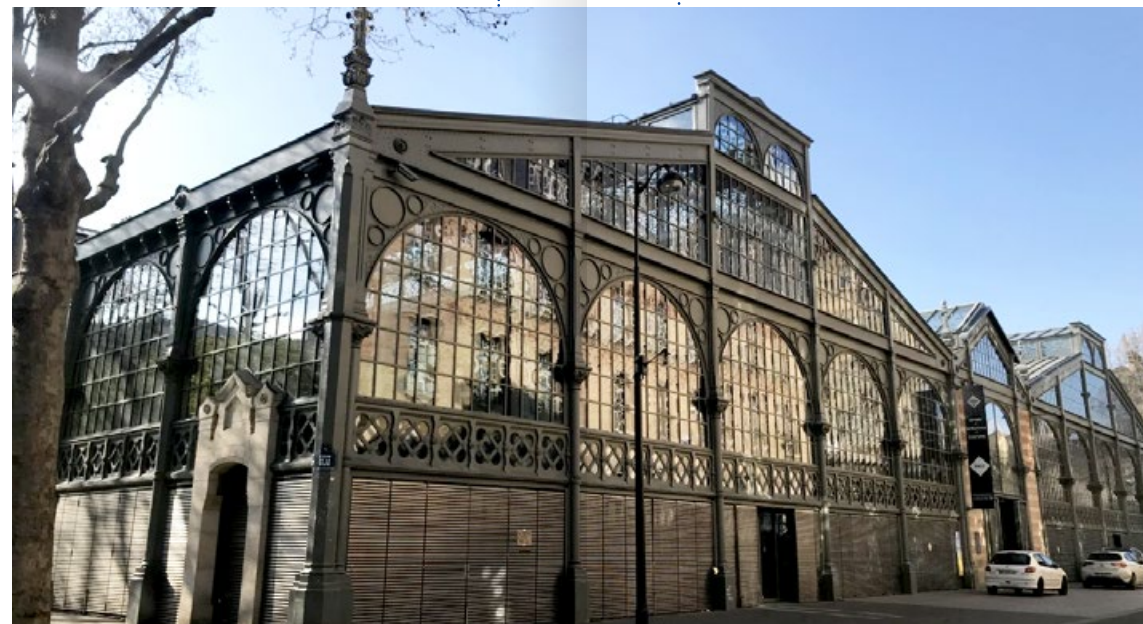
8 mars : le COVID-19 frappe l'un de nos centres de soins

Tandis que pour beaucoup de Français, le virus n'est encore qu'une menace incertaine, un premier cas est détecté dans l'une de nos structures de soins et d'hébergement dès le 8 mars 2020. Tout s'enchaîne alors très vite. Rapidement, d'autres personnes hébergées contractent le virus. Le personnel doit réorganiser l'ensemble du site pour isoler les résidents contaminés. Parallèlement, c'est l'ensemble du pôle Médical et Soins (PMS) qui se restructure pour prévenir l'épidémie dans les autres centres et peu à peu prendre en charge les personnes touchées par le virus.



« Alors que toute la France manque de masques et de gel hydroalcoolique, nous multiplions nos recherches... »

Notre direction Qualité, quant à elle, se dédie entièrement à l'élaboration de règles de prévention, et au travail d'information et de formation des équipes. En l'absence de recommandations nationales claires et opérationnelles, elle élabore les siennes, adaptées à nos missions, et reste en veille permanente sur les avancées des connaissances en la matière. Afin de déployer ces mesures, une équipe mobile, soutenue par la maraude sanitaire, se rend dans les structures pour former le personnel, répondre à ses questions et faire remonter ses difficultés auprès de la direction.



contact direct avec les publics accueillis. Il faut aussi doter les centres de soins en matériel médical adapté, notamment en cas de décompensation respiratoire ; le service Mécénat se recentre sur cette activité et démarche des fournisseurs. Un appel à dons est lancé auprès du secteur agricole et des acteurs du bâtiment. Certaines entreprises ayant des stocks de masques commencent à faire des dons qui permettent de protéger les plus exposés. La première quinzaine est toutefois extrêmement difficile, avant que n'arrivent les premières dotations de l'Etat en gel et en masques.

Affronter l'épidémie

Pour faire face au nombre croissant de personnes contaminées, le nombre d'infirmiers et d'aides-soignants est renforcé ; nous recourons aussi à des infirmières et des médecins réservistes volontaires. Un système de téléconsultation est mis en place pour permettre aux médecins de répondre aux besoins. Dans chaque structure, un médecin référent COVID-19 décide de la procédure à suivre : isolement, hospitalisation ou transfert vers un centre dédié ouvert par l'Etat pour éviter les clusters dans les structures d'hébergement.

Remédier à la pénurie

Alors que toute la France manque de masques et de gel hydroalcoolique, nous multiplions nos recherches pour protéger les personnes hébergées dans les centres contaminés ainsi que notre personnel, en priorité les agents en



Maintenir le lien avec les personnes sans-abri

Rues désertées, fermeture de nombreuses distributions alimentaires, de lieux d'hygiène et de sanisettes : avec le confinement, les personnes vivant à la rue se retrouvent seules, sans aucune ressource. Faire la manche est chose impossible. Le travail de nos équipes de nuit, dans ce contexte, devient plus essentiel que jamais.

Restructurer nos équipes de maraude

Composées de professionnels, contrairement à de nombreuses autres maraudes, nos équipes assurent une activité continue pendant le confinement. Seules à intervenir toute la nuit dans les rues, elles doivent s'adapter pour répondre aux nouveaux besoins : 4 équipes constituées de travailleurs sociaux et de chauffeurs-accueillants sont dédiées au maintien du lien social et 2 équipes sanitaires, composées de chauffeurs-accueillants et d'infirmières, se consacrent aux signalements de personnes par le 115 de Paris et les partenaires. Une maraude de jour, pour sa part, se rend auprès des personnes présentant des symptômes, et peuvent sur l'avis du médecin les accompagner aux urgences.

Entre nous



Ouverture du Carreau du Temple

À partir du 30 mars, une douzaine d'agents du Samusocial de Paris vient accueillir les personnes sans-abri au sein du Carreau du Temple (Paris 3^{ème}), mis à disposition par la Ville de Paris. L'enjeu ? Evaluer leurs besoins, distribuer des kits hygiène, des vêtements chauds et des couvertures ; orienter les personnes vers les quelques lieux ressources ouverts, et celles présentant des symptômes de COVID-19 vers les centres de santé de la Ville de Paris. « Nous restions très vigilants, explique Corinne Taiéb, l'une des responsables de la coordination des maraudes parisiennes, car les personnes qui arrivaient étaient fatiguées et souffraient de la baisse des températures, surtout la nuit. La nourriture, l'hygiène et la recherche d'un hébergement étaient le nerf de la guerre ».

EN CHIFFRES

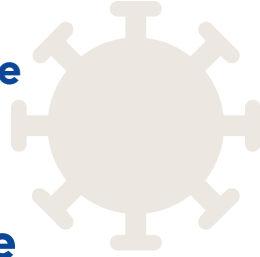
67 agents contaminés

86 personnes hébergées contaminées dont

26 hospitalisées et

4 décédées

« La nourriture, l'hygiène et la recherche d'un hébergement étaient le nerf de la guerre. »



Répondre à l'urgence alimentaire

Le COVID-19 et le confinement n'ont pas que des conséquences sur la santé. Compte tenu de la fermeture des distributions alimentaires, dès les premiers jours, répondre aux besoins de première nécessité des personnes sans-abri et des familles hébergées à l'hôtel s'impose comme une urgence. Afin de faire face aux difficultés de fonctionnement des associations d'aide alimentaire, nous nous organisons pour collecter et distribuer denrées alimentaires, tickets-restaurant et chèques-service.

Appel à la générosité des entreprises et des particuliers

« J'ai fait comme si j'avais une famille de 43 000 personnes à nourrir », raconte Anne Derycke, responsable du Mécénat. Celle-ci recherche de gros volumes de nourriture en faisant appel aux enseignes agro-alimentaires qui répondent présentes. L'ensemble des produits collectés est acheminé vers les lieux d'hébergement. En parallèle, nous lançons un appel à dons de tickets-restaurant auprès des particuliers et des entreprises, auquel BNP Paribas est la première à répondre, suivi d'une campagne d'appel à la générosité, #ConfinésDehors, destinée à financer les actions exceptionnelles imposées par la crise.

Distribution de chèques-services et tickets-restaurant à Paris

Alerté par ces difficultés, l'État prend ensuite le relais en dotant les acteurs de l'urgence sociale de chèques-services : les travailleurs sociaux et salariés volontaires les distribuent à plus de 3 000 ménages hébergés dans 167 hôtels parisiens. Deux vagues se succèdent, permettant d'aider 7 800 personnes.

EN CHIFFRES

3 000

tickets-restaurant reçus de la part de 200 particuliers



👁️ Déployer une offre d'hébergement répondant à l'urgence sanitaire

Durant les premières semaines du confinement, les centres d'hébergement collectif doivent réduire leur capacité d'accueil, tandis que l'Etat déploie de nouveaux lieux. De nombreuses places s'ouvrent alors et beaucoup de personnes peuvent être hébergées, provoquant une libération inhabituelle de la ligne du 115 de Paris. Des personnes isolées, qui ne parvenaient souvent pas à joindre la ligne, voire qui y avaient renoncé, resurgissent. A ce public, viennent s'associer des personnes hébergées chez des tiers pour qui le confinement entraîne la fin de la cohabitation, ainsi que des migrants arrivés juste avant le blocage des frontières et pour lesquels aucune demande administrative n'est alors possible. Au 11 mai, 1530 personnes étaient hébergées sur des places provisoires du dispositif COVID, posant de nombreuses difficultés de réorientation à l'issue de la période.



➔ Journal de bord du 27 mars

Aurore Lechat, travailleuse sociale dans les équipes de maraude

👉 Au cœur de la nuit, nous rencontrons un homme, avenue des Champs-Élysées. Ce dernier a déjà eu des problèmes pulmonaires. Pas très rassurant avec le virus actuel. Nous échangeons avec lui, puis lui proposons l'une des places d'hébergement en hôtel réquisitionnées par l'État. Ce sont des chambres de 2 ou 3 lits : les personnes doivent cohabiter avec des gens qu'elles ne connaissent pas durant le confinement, en sortant le moins possible. Au vu de ses problèmes de santé, l'homme se sent plus à l'abri dehors qu'à l'hôtel. Il veut seulement un duvet et un café, puis nous demande où se trouvent les dix bains-douches encore ouverts à Paris. Nous lui donnons une adresse et un kit d'hygiène, avant de reprendre la route. Dans le même secteur, un autre homme nous sollicite. Il n'a pas accès à Internet

et les journaux gratuits ne sont plus distribués. Il veut s'informer des dernières mesures du confinement et semble s'inquiéter de la situation. Nous prenons le temps d'échanger avec lui, avant de lui donner un panier repas et une soupe pour se réchauffer. L'homme s'est rendu dans dix toilettes publiques, toutes fermées. Nous lui donnons les adresses de celles qui fonctionnent encore, ainsi que celles des bains-douches. À cette heure de la nuit, les Champs-Élysées sont vides, à l'exception de la police à moto. Marauder dans Paris est devenu une expérience particulière. Quasiment seuls dans les rues, nous sommes souvent sollicités pour avoir à manger, un vêtement chaud, des couvertures. Les personnes ont besoin de parler et s'inquiètent du fait que cette situation puisse durer ».



« À cette heure de la nuit, les Champs-Élysées sont vides, à l'exception de la police à moto. Marauder dans Paris est devenu une expérience particulière. »

AURORE

Entre nous

👁️ **Couvre-feu : les sans-abri de nouveau confinés dehors**

Alors que le couvre-feu a été mis en place le 17 octobre en Île-de-France et dans huit métropoles, seules demeurent dans les rues les personnes sans solution d'hébergement, davantage isolées la nuit*.



Précarité accrue

À la crise sanitaire se greffe depuis plusieurs mois une crise économique qui, si elle concerne de nombreux secteurs, a aussi de graves répercussions sur les personnes qui survivaient grâce à des « petits jobs ». L'interruption soudaine de ces emplois très précaires les fait aujourd'hui basculer dans une situation catastrophique : difficultés pour payer les factures, le loyer, pour se nourrir et nourrir leur famille, voire pour survivre à la rue. En quelques mois, certaines se sont retrouvées sans aucune ressource ; et sans indemnisation. Ces personnes viennent augmenter fortement la fréquentation des distributions alimentaires, alors même que se réduit l'approvisionnement par les grandes enseignes, elles-mêmes en difficultés économiques. Au 115, déjà depuis longtemps saturé par les appels, la pression redouble, notamment émanant de familles pour lesquelles il est actuellement très compliqué de trouver des solutions. En effet, bien que la trêve hivernale ait été avancée par le gouvernement d'une quinzaine de jours, le manque de places pour l'hiver est particulièrement important : certaines personnes ne sont jamais sorties des places ouvertes pour l'hiver 2019, d'autres ont été hébergées sur celles ouvertes durant le confinement pour compenser la nécessité de « dédensifier » les centres d'hébergement habituels.

#Confinésdehors pendant 4 à 6 semaines

À ces difficultés vient s'ajouter l'isolement résultant du couvre-feu depuis le 17 octobre. Dans les rues des agglomérations confinées durant la nuit, seules demeurent les personnes à la rue. Déjà en mal de bénévoles, les associations peinent à maintenir leurs actions. Composées de professionnels salariés et seules à intervenir toute la nuit, nos maraudes continuent à aller à la rencontre des personnes pour maintenir un lien social. Elles leur distribuent boissons chaudes, duvets et vêtements. Quelques personnes peuvent être accompagnées dans l'un de nos centres pour la nuit après une prise de température, afin de garantir la sécurité des personnes hébergées. Pour celles présentant des symptômes, un relai est opéré par la maraude de jour qui peut effectuer un test PCR. Isolement, peur de la contamination, difficultés pour survivre, se fournir un masque, se faire dépister et accéder aux soins, risque de verbalisation même si les autorités ont été sensibilisées à ce sujet... La crise sanitaire vient renforcer l'épreuve que constitue la vie à la rue.

*Cet article a été rédigé le 20 octobre 2020.

Handicap et précarité : une nouvelle mission dédiée

Après avoir remporté un appel à projets de la fondation Malakoff Médéric, nous expérimentons depuis un an la mission Interface Handicap. Le point avec **Fabien Taupin**, coordinateur social de la mission.



Entre nous

Quel est le public cible de la mission Interface Handicap ?

Fabien Taupin : J'accompagne des personnes de 18 à 60 ans, isolées ou en couple, en situation de handicap psychique, mental ou physique. Sans logement, elles sont principalement hébergées dans des centres mais certaines vivent à la rue.

Existe-t-il beaucoup de personnes précaires en situation de handicap ?

F.T : Jusqu'alors, il n'y avait pas de donnée chiffrée pour mesurer l'importance du handicap dans le champ de l'urgence sociale. On a donc mené une enquête avec le soutien de l'Observatoire du Samusocial de Paris auprès des travailleurs sociaux de

14 centres d'hébergement d'urgence parisiens afin de mieux connaître le public accueilli et les besoins des professionnels, avant de définir une feuille de route. La mission répond à un réel besoin d'accompagnement puisque l'enquête montre que 27 % de la file active des travailleurs sociaux interrogés est potentiellement en situation de handicap.

Où intervenez-vous ?

F.T : Depuis la rentrée, je travaille avec neuf structures d'hébergement parisiennes à forte capacité d'accueil, gérées par différentes associations. On définit ensemble mes modalités d'intervention : dans certaines, je suis présent de manière ponctuelle et dans d'autres, j'assure des permanences.

Quel accompagnement proposez-vous ?

F.T : Je suis une personne ressources, un relai pour les travailleurs sociaux et les personnes accueillies. À court terme, je cherche à identifier la situation aux côtés de l'équipe professionnelle sur place. J'accompagne la personne dans l'évaluation de son handicap et dans ses démarches administratives pour ouvrir des droits auprès de la MDPH*. On réfléchit aussi ensemble à ce qu'on peut mettre en place dans la structure pour faciliter son quotidien. À moyen terme, on cherche à l'orienter vers un lieu plus adapté, du type foyer d'accueil médicalisé, maison d'accueil médicalisée ou logement avec un service d'accompagnement à la vie sociale. En résumé, j'assure les transitions de parcours en proposant un accompagnement transversal aux différentes étapes pour accéder à un logement, qui se poursuivra une fois la personne installée sous son nouveau toit.

*MDPH : Maison Départementale des Personnes Handicapées

Les centres d'hébergement d'urgence sont-ils adaptés pour prendre en charge ce type de public ?

F.T : De nombreuses personnes ayant vécu à la rue souffrent de troubles psychiques qui les empêchent d'être autonomes dans leur vie quotidienne. Invisible, ce type de handicap est plus difficile à repérer et à évaluer pour ouvrir des droits auprès de la MDPH. Et les centres ne sont malheureusement pas adaptés pour accueillir ce public, faute de personnel qualifié et de locaux adaptés. Mon rôle, c'est de créer des liens entre les acteurs de l'urgence sociale et du handicap pour orienter au mieux les personnes vers des dispositifs spécialisés.

EN CHIFFRES

27 %

de la file active des travailleurs sociaux interrogés est potentiellement en situation de handicap



« De nombreuses personnes ayant vécu à la rue souffrent de troubles psychiques qui les empêchent d'être autonomes dans leur vie quotidienne. »

FABIEN



Ouverture du CHU Olympe, un centre d'hébergement d'urgence dédié aux familles

Il a ouvert ses portes le 10 juillet dernier, à Montrouge. Notre tout nouveau CHU Olympe accueille 29 familles monoparentales dans des T1, T2 ou T3 meublés et répartis sur 6 étages. Il constitue la dernière étape avant d'accéder à un logement.

EN CHIFFRES

29

familles monoparentales hébergées

« La plupart des familles arrivent ici après des mois passés à la rue, dans des centres ou en chambre d'hôtel. Elles sont épuisées, constate Adeline Samuel, responsable du CHU Olympe. Ici, mères et enfants bénéficient de plus de 1000 m² refaits à neuf, où une équipe se relaie pour assurer une présence sur le site 24h sur 24. Elles peuvent poser leurs valises et souffler ».

Faciliter la vie quotidienne des familles

Au centre, trois travailleurs sociaux aident les mères dans les tâches de la vie quotidienne et facilitent leur intégration dans le quartier. Ils les soutiennent aussi dans leur rôle de parent, en restant notamment vigilants sur le repérage précoce de difficultés scolaires chez les enfants. Chaque famille a son référent : il lui rend régulièrement visite à domicile pour recenser ses besoins, mais

prend aussi en compte les avancées effectuées avant de faire le lien avec la coordinatrice sociale. Cette dernière s'occupe des prises en charge et accompagne les familles vers le relogement définitif. Un agent de nuit est également présent dans le centre 24h/24h.

Réparer les blessures invisibles

La majorité des femmes accueillies ont connu des violences conjugales et certaines bénéficient d'une protection judiciaire. « Ce lieu doit être une porte de sortie pour des mères ayant besoin de protection, mais aussi pour leurs enfants, parfois témoins des violences endurées », raconte Adeline Samuel. Réapprendre à communiquer avec des mots, laisser le temps de vivre son enfance, réparer le lien mère/enfant qui parfois, s'est rompu : autant d'objectifs à atteindre avant de prendre son envol.

Des activités ludiques et pédagogiques

Animation de divers ateliers où participent mères et enfants : concours de dictée, aide aux devoirs, jeux de culture générale, etc.



« Ce lieu doit être une porte de sortie pour des mères ayant besoin de protection, mais aussi pour leurs enfants, parfois témoins des violences endurées. »

ADELINE

👁️ Ce que nous proposons

Un accompagnement global sur :

La situation sociale et administrative

- Aide aux démarches

La situation professionnelle

- Accès à un cyber-espace pour créer CV et lettres de motivation
- Mise en contact avec des partenaires pour faire une formation ou rechercher un emploi
- Recours à un coach professionnel
- Mise en place d'un partenariat avec une auto-école sociale pour favoriser la mobilité dans la recherche d'emploi

L'état psychologique

- Partenariat avec des structures accompagnant des femmes victimes de violences

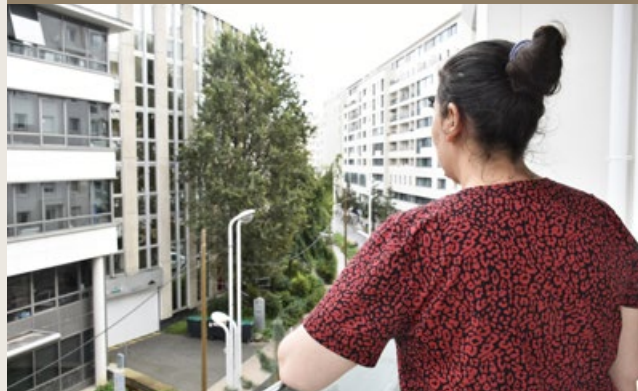
La parentalité

- Visites à domicile et entretiens réguliers avec des techniciens de l'intervention sociale et familiale



Depuis leur arrivée en France en 2018, Kahina et ses 4 enfants* ont été hébergés quelque temps chez des amis avant de se retrouver à la rue. Après des mois de galère, la famille a enfin trouvé refuge au CHU Olympe, dans un appartement meublé.

« Une fois ma demande d'hébergement renouvelée par une travailleuse sociale, on nous a appelés en juillet dernier pour nous annoncer la bonne nouvelle. »



« Aujourd'hui, je sais où je dors le soir, il y a une connexion Internet dans la salle commune et l'école nous a prêté un ordinateur. »

Kahina

Je faisais quelques heures de ménage et de garde d'enfants mais sans papiers, je n'ai pas pu trouver de logement. J'ai alors appelé le 115 qui m'a orienté vers une chambre d'hôtel à Gonesse pendant deux mois. Mes enfants scolarisés à Paris et les transports étant en grève l'hiver dernier, il fallait se lever à 5h tous les matins. Une personne nous a ensuite prêté son garage à Ivry pendant trois mois, le temps du confinement. Ce n'était pas le grand luxe puisqu'on avait qu'un sanitaire, mais au moins, mes enfants ne risquaient pas d'attraper le coronavirus. Puis on a passé plusieurs nuits dehors, à la gare, dans des trains ou des églises. On n'était pas en sécurité... Certains hommes nous embêtaient et menaçaient de s'en prendre à mon aînée, âgée de 15 ans. On allait prendre la douche dans des accueils de jour pour famille, où il faut faire la queue avant de pouvoir se laver. Une fois ma demande d'hébergement renouvelée par une travailleuse sociale, on nous a appelés en juillet dernier pour nous annoncer la bonne nouvelle : on avait un appartement rien que pour nous au CHU Olympe ! Ici, on nous aide vraiment, on cherche à comprendre notre histoire. Mes enfants ont pleuré quand ils ont visité leur chambre. Grâce au Samusocial de Paris, ils ont pu partir en colo cet été avec l'UCPA. C'est une année importante pour eux : Nina entre au lycée, Axel passe le brevet, Ryma a sauté une classe et Adel a réussi un test pour apprendre le chinois en CE2. Quand je le vois faire ses devoirs par terre, j'ai un pincement au cœur ; ces épreuves ont laissé des traces. Depuis notre arrivée en France, mes enfants ont changé plusieurs fois d'école et c'est très déstabilisant. Leur réussite me donne de l'énergie pour avancer ».

*Certains prénoms ont été modifiés.

Nina

Cette année, je suis rentrée en seconde dans un nouveau lycée. Au début j'étais un peu stressée, mais je me suis fait de nouvelles copines. Je me souviens très bien du jour où on a appris qu'on allait avoir un appartement : c'était le lendemain de l'anniversaire d'Adel, mon petit frère ! J'étais super excitée et trop contente d'avoir une nouvelle vie. Je ne m'y attendais pas ! Quand on vivait à l'hôtel à Gonesse, je faisais mes devoirs à l'école ou dans le train. C'était la galère. J'ai pris du retard en français mais mon prof et une amie m'ont aidé. Puis il y a eu le confinement... Ma mère avait récupéré un ordinateur dans la rue. On devait se le partager à 5 et le micro ne marchait qu'une fois sur deux, donc ce n'était pas évident de suivre les cours à distance. Heureusement, mon frère Axel allait chez un copain pour faire des recherches sur Internet. Aujourd'hui, je sais où je dors le soir, il y a une connexion Internet dans la salle commune et l'école nous a prêté un ordinateur. Ma vie est plus simple ».

Anthony, encadrant du dispositif Premières Heures

Depuis juillet 2020, Anthony Beltrame encadre des personnes en situation de précarité sur diverses missions dans le cadre du dispositif Premières Heures (DPH), et les aide à reprendre le travail de façon progressive. Rencontre.



J'ai intégré le Samusocial de Paris en tant qu'animateur de l'accueil de jour, situé sur le site de Saint-Michel (Paris 12^{ème}). J'ai un bon relationnel avec les gens, et ça a tout de suite matché avec le public accueilli : des personnes isolées et vivant à la rue, sans ressources. Un an plus tard, une place s'est libérée pour chapeauter le DPH.

Installer une routine

Tous les matins, je retrouve les salariés pour effectuer différentes missions, telles que du jardinage, l'entretien d'un potager ou la construction d'une paillote en bois dans le jardin de l'accueil de jour du site Saint-Michel. L'après-midi est consacré à la réinsertion professionnelle des personnes. Je travaille avec elles leur CV, les accompagne à leur premier rendez-vous à une formation ou à Pôle Emploi ; et je recherche avec elles des chantiers de réinsertion. Le DPH doit les aider à se réinsérer dans un cadre professionnel, avec des horaires et des règles à respecter. Moi, j'essaie de les booster, de les encourager à ne pas lâcher en cours de route.

Un métier qui me correspond

Ici, les personnes sont toutes suivies par un travailleur social. Je discute avec lui pour savoir si elles ont des problèmes de santé, comprendre leur

parcours, leurs projets. Certaines sont hébergées dans des centres, d'autres vivent à la rue. Elles ont toutes des problématiques différentes. Par exemple, j'essaie d'être derrière Emmanuel pour éviter qu'il ne s'éparpille ; Jorge a parfois du mal à comprendre les consignes ; quant à Willy, il est très indépendant et trouve toujours quelque chose à faire. Il est prêt pour intégrer un chantier d'insertion. Ce travail me correspond totalement. On s'amuse de tout, ce qui n'empêche pas de me faire respecter malgré mon jeune âge. J'ai 24 ans, je peux comprendre que des gens de 60 ans ne veulent pas m'écouter. Mais je suis spontané et ça leur plaît. Je ne pensais pas que le secteur du social me correspondrait à ce point. J'ai trouvé cette vocation par hasard, et j'aimerais poursuivre dans cette voie en reprenant mes études pour devenir éducateur spécialisé ».

« Je connais Anthony depuis 10 mois. Il est très sociable, on peut parler de tout avec lui. Je n'avais pas travaillé depuis 18 ans ; ce que j'ai fait ici m'a changé ».

EMMANUEL, salarié du DPH

Destiné aux personnes en situation de grande précarité, Premières Heures est un dispositif d'insertion par l'activité économique soutenu financièrement par la Mairie de Paris. L'enjeu ? Favoriser une reprise progressive du travail, sur une durée d'un an maximum, avec un accompagnement renforcé et coordonné des acteurs sociaux, médicaux et professionnels.

Le potager de Babinski

Depuis mars 2019, près de 200 personnes sont hébergées sur le site Babinski, une aile flambant neuve de l'hôpital Charles-Foix à Ivry-sur-Seine. Le site regroupe plusieurs structures d'hébergement et de soins du Samusocial de Paris accueillant des hommes, des femmes et des familles en situation de précarité. Sur place, elles peuvent profiter d'un jardin de 2 000 m² sur lequel est entretenu un potager.

Elle ne connaissait rien au jardinage et pourtant, Khady a aujourd'hui la main verte. Depuis son admission dans le centre juste avant le confinement, elle vient à l'atelier potager deux fois par semaine. « J'aime planter les graines et les voir pousser depuis ma fenêtre. L'espace d'un instant, je mets mes problèmes de côté et me vide la tête ».

Un bol d'air pour se changer les idées

« Aujourd'hui, on va d'abord bêcher avant de planter des légumes d'automne : du radis, des haricots, de l'oignon, explique Sophie, bénévole au Samusocial de Paris. J'ai aussi pris des tulipes et des narcisses pour embellir le jardin ». Avec une formation de jardinier paysagiste, Sophie anime l'atelier potager avec bonne humeur. « Le jardin c'est ma vie, s'enthousiasme-t-elle. Ici, on décide ensemble de ce qu'on va planter ». À ses côtés, Khady et Fatiha s'exécutent en premier avant que d'autres femmes se joignent à elles. En aparté, la bénévole



plaisante : « Planter et récolter sont les deux activités les plus populaires. Bêcher, c'est pour les forcenées comme nous ! ». Fatiha est investie à ses côtés depuis la première heure. « Avant, je jardinais beaucoup avec ma famille. Je me réveille à 6 heures du matin : au lieu de rester dans ma chambre, je préfère sortir arroser les plantes et enlever les mauvaises herbes. Ça me fait bouger et respirer ! ».

Le potager, terrain d'expérimentation et de partage de compétences

Originaire du Cameroun, Marie-Madeleine explique à Stéphanie, sa nouvelle voisine de chambrée, comment bêcher. « Au pays, on a l'habitude de cultiver des patates douces et des arachides. On a essayé d'en planter ici, et j'aimerais bien tester le gombo ». Un peu plus loin, un ananas pointe le bout de ses épines tandis que l'avocat se fait toujours désirer. Le potager est un espace partagé que peut saisir chaque hébergé, qui apprend ainsi à devenir plus autonome.

Nicolas Boyer, responsable adjoint du centre d'hébergement d'urgence pour femmes et familles, retrouve aussi ses manches. « Voici une grelinette, je vous explique comment ça marche. C'est utilisé dans la permaculture ». Ici, les fruits, légumes et plantes aromatiques sont bio, enrichis à base de fumier de cheval. Au-delà de l'activité en tant que telle, le potager permet aux participants de reprendre contact avec la temporalité des saisons. « Cultiver demande beaucoup d'attention et de soin, commente Nicolas Boyer. Mais les récoltes valorisent le travail bien fait ». Avant d'ajouter : « Pour certains hébergés ayant des troubles psychiques, le jardin peut même avoir une dimension thérapeutique ».



« L'espace d'un instant, je mets mes problèmes de côté et me vide la tête. »

KHADY



Municipales : les personnes accueillies ont pris part au débat

Le 27 janvier dernier, nous avons organisé une journée réunissant personnes accueillies dans nos structures et salariés, pour travailler sur des propositions à destination des candidats aux élections municipales.

« Il est important que tous ensemble, nous fassions remonter nos idées, a déclaré Marvin, hébergé au CHU Popincourt. Plus nous unirons nos voix, plus nous serons entendus ». Micro en main, il a ainsi introduit cette journée de débats devant près d'une centaine de personnes venues de nos centres d'hébergement et d'hôtels sociaux. En tant qu'usagères des services municipaux, elles devaient formuler ensemble des propositions à l'attention des candidats.

Dire « ce qui va » et « ce qui ne va pas »

Pour construire cette réflexion, 8 ateliers thématiques étaient animés par un binôme constitué d'un salarié du Samusocial de Paris et d'une personne accompagnée. Geneviève Colinet, anciennement chargée des questions participatives au sein de la Fédération des Acteurs de la Solidarité, leur a donné des clefs pour être opérationnels le jour J : présenter une thématique claire qui parle aux personnes, savoir écouter mais aussi bien gérer le temps de parole de chacun, mettre les gens à l'aise pour qu'ils osent s'exprimer, recentrer les débats, ne pas avoir peur des contradictions.

Chaque participant a ensuite été invité à dire « ce qui va » et « ce qui ne va pas » dans son quotidien, en lien avec le thème abordé. L'un d'eux a ainsi exprimé l'envie de faire du bénévolat pour développer ses compétences et sortir de l'isolement. Un autre, en attente de régularisation, souhaiterait pouvoir suivre une formation et apprendre le français.

À l'issue de la journée, 15 propositions phares ont émergé. Elles ont ensuite été postées en ligne sur un site dédié afin d'interpeller les candidats aux municipales et de les inciter à réagir. Suite à cette démarche, les membres du Débat permanent ont pu rencontrer le 14 février dernier Dominique Versini, à l'époque adjointe à la Mairie de Paris chargée des solidarités, de la lutte contre l'exclusion, de l'accueil des réfugiés et de la protection de l'enfance, ainsi qu'Anne Lebreton, soutien du candidat Cédric Villani.

Aller plus loin

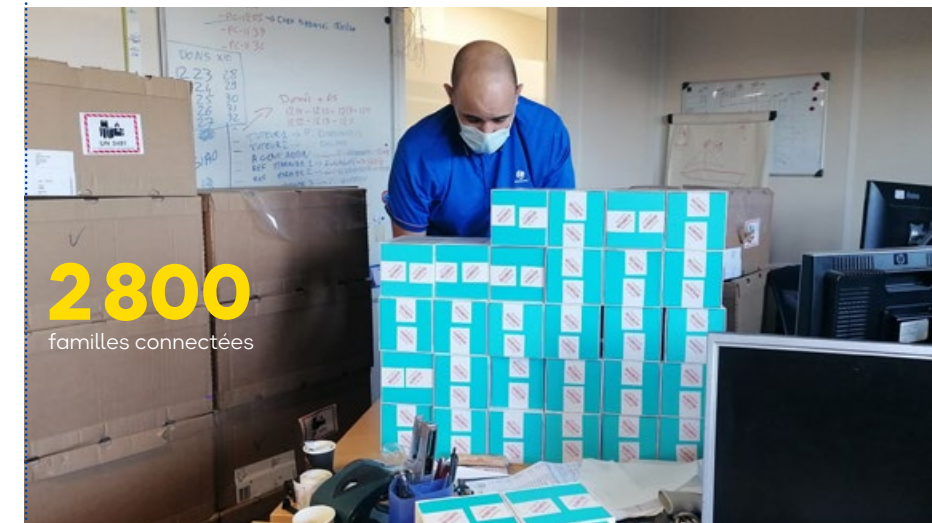
Aujourd'hui, les élections municipales ont eu lieu mais les personnes accueillies ne comptent pas en rester là. Réunies au sein d'un groupe appelé « Le Débat permanent », elles souhaitent à présent porter leurs propositions auprès des nouveaux élus de la Mairie de Paris et des maires d'arrondissement. Le Débat permanent poursuit sa réflexion en se réunissant régulièrement au cours d'ateliers thématiques pour améliorer les conditions de vie des personnes hébergées et celles des sans-abri.

Assurer une continuité pédagogique auprès des enfants sans-domicile

Pendant le confinement, Internet est plus que jamais devenu indispensable pour maintenir le lien social avec l'extérieur. Or de nombreux lieux d'hébergement, notamment les hôtels sociaux, n'étaient pas connectés. Grâce à un partenariat avec Bouygues Telecom, nous avons pu installer 600 4G box et des cartes SIM à hauteur de 300 000 Go, permettant non seulement de lutter contre l'isolement des personnes mais aussi d'assurer une continuité pédagogique aux enfants, qui ont pu ainsi suivre les cours à distance dispensés par les enseignants.

Développer les bonnes pratiques du numérique

Depuis la fin du confinement, les box distribuées sont restées dans les lieux d'hébergement. Consolidé, notre partenariat avec Bouygues Telecom permet de pérenniser l'accès gratuit à Internet pour les familles présentes dans les hôtels et les centres d'hébergement, grâce à des enveloppes data (500 Go par mois pendant 3 ans). Bouygues Telecom soutient également notre programme intitulé (Re)Connexion à hauteur de 15 000 €. Ayant pour objectif de favoriser les bonnes pratiques du numérique, ce projet vise à développer l'esprit critique, le pouvoir d'agir et la culture numérique des adolescents et de leurs parents hébergés en hôtels sociaux, à travers un programme d'ateliers et un accompagnement personnalisé par des tuteurs.



Les box profitent aussi aux personnes isolées

Au centre, on a en temps normal une connexion Internet dans la salle d'activité où des ordinateurs sont mis à disposition, mais le wifi fonctionne mal dans les chambres à l'étage. Pendant le confinement, on ne pouvait pas rester tous ensemble dans la même pièce ni sortir du centre ; j'étais un peu stressée... Heureusement, on a reçu les box de Bouygues Telecom à temps. Avoir accès à Internet m'a beaucoup aidé : j'ai appris à réaliser des recherches en ligne, à faire mes téléconsultations médicales et mes exercices de kiné en suivant des vidéos sur YouTube, mais aussi à m'occuper en apprenant à coudre sur des tutos. Le temps passait plus vite ! Ma famille vivant à l'étranger, je pouvais aussi communiquer avec elle sur Skype ou Facebook ; ça m'a fait beaucoup de bien. Aujourd'hui, on a pris l'habitude d'être autonomes dans l'utilisation d'Internet et on continue à s'en servir tous les jours.

CHRISTINE,

hébergée dans l'un de nos centres d'hébergement et de soins.

Retrouvez les propositions du Débat permanent sur www.samusocial.paris/ledebatpermanent/les-propositions



Cet hiver, vos dons nous aident à financer un camion de maraude

À l'automne, Olivier Roux, un jeune réalisateur, a réalisé bénévolement une vidéo illustrant le travail de nos équipes. Pour la voir, rendez-vous sur www.samusocial.paris

Mission historique du Samusocial de Paris, nos maraudes de nuit ont pour spécificité d'être constituées de professionnels : travailleurs sociaux, infirmiers et chauffeurs-accueillants. Si elles circulent toute l'année, l'hiver représente toutefois pour elles une période particulière. Parce que le froid renforce la nécessité de veiller sur les personnes à la rue, mais aussi parce que le nombre de signalements, notamment de particuliers, s'accroît durant cette période. Alors qu'il y a de plus en plus de personnes à la rue depuis leur création, le nombre d'équipes tournant chaque nuit est resté le même. Pour maintenir leur activité et pouvoir répondre aux nouveaux besoins liés à la crise sanitaire, une campagne d'appel à dons est menée à partir du 15 novembre.

Lydia, un nouveau partenaire

Depuis octobre, nous avons noué un partenariat avec l'application Lydia, destinée à faciliter les paiements et remboursements, notamment entre amis. Désormais, les utilisateurs de l'application ont la possibilité de faire un don au Samusocial de Paris directement sur l'application. Un moyen pour nous de diversifier nos sources de dons, et de toucher un nouveau public de donateurs.



Goodeed ou l'invention du don gratuit

Goodeed est une application sur laquelle l'internaute choisit un projet associatif qu'il souhaite soutenir financièrement. Pour ce faire, rien de plus simple : pas besoin de carte bancaire, il suffit de visionner une vidéo publicitaire ! Le projet est ensuite parrainé par une entreprise qui versera les fonds. Grâce à ce nouveau système de générosité, nous recevrons 15 000 € de la part d'un annonceur spécialisé dans la construction d'hébergements et de logements. Ce don contribuera à financer en partie un centre d'hébergement d'urgence qui accueillera, en plus de familles, 6 femmes de 18 à 25 ans sorties de l'aide sociale à l'enfance et nécessitant un accompagnement spécifique.

Inciter les entreprises à convertir leur budget événementiel

Avec la crise sanitaire, de nombreux événements n'ont pas eu lieu en 2020 au sein des entreprises. Contacté à la rentrée par la société d'assurance QBE qui souhaitait faire don de son budget non dépensé, nous avons eu l'idée d'inciter d'autres entreprises à faire de même en réalisant une campagne sur LinkedIn. Aidez-nous en la partageant auprès de votre réseau !

[in @Samusocialdeparis](https://www.linkedin.com/company/samusocialdeparis)



Une journée solidaire avec BNP Paribas

« Ces journées solidaires sont destinées à nos partenaires et mécènes. »

Partenaire historique du Samusocial de Paris, BNP Paribas est engagée à nos côtés. En septembre, une dizaine de salariés de la direction de la communication sont venus participer à une journée solidaire au service logistique. Au programme, du tri de vêtements destinés aux personnes hébergées dans nos centres ou en hôtel social. Yona, en alternance à BNP Paribas, a vécu sa toute première expérience dans le secteur du social. « Ça m'a donné envie de m'investir davantage et pourquoi pas, de devenir bénévole ». Pour Olivier, 20 ans de carrière derrière lui, c'était l'occasion de « se sentir utile en faisant quelque chose de concret ». Sa collègue Fouzia a choisi cette mission pour « mettre les mains dans le cambouis ». Quant à Manuel, il raconte : « C'est une bouffée d'oxygène dans notre quotidien ! On partage un moment très sympa avec nos collègues en dehors du bureau, et c'est super de voir qu'on peut apporter tous ensemble notre pierre à l'édifice en faveur des plus démunis ».

Ils soutiennent nos actions



► Avec les jeunes, « C possible »

Nous avons imaginé le programme « C possible » afin de répondre à un réel besoin : soutenir l'insertion des jeunes hébergés à l'hôtel.

Le programme vise à faire parrainer dès l'année prochaine une centaine de jeunes hébergés à Paris et dans le 93 sur une durée de 3 ans, par des particuliers ou des salariés d'entreprises situés à proximité de leur lieu de vie. « Ce parrainage doit leur ouvrir le champ des possibles, résume Anne Derycke, responsable du Mécénat au Samusocial de Paris. Avec son parrain ou sa marraine, le jeune pourra découvrir autre chose que ce qu'il

connaît déjà : effectuer un stage en entreprise, choisir son orientation professionnelle, faire son CV, mais aussi aller au cinéma ou voir une expo ». L'ambition affichée ? Faire parrainer 500 jeunes entre 2020 et 2023. Des associations comme France Parrainages ou Parrains par mille ont été identifiées pour encadrer ces parrainages, qui seront en partie soutenus par les départements au titre de la protection de l'enfance.

Nous ont déjà rejoints dans cet ambitieux projet dont une partie reste à financer, nos mécènes Nexity et la Fondation Nexity, la Fondation Engie et Sanofi.

► Favoriser l'accès à la culture avec la fondation d'entreprise Hermès

La crise sanitaire a eu le mérite de provoquer de belles rencontres. Lors du confinement, la fondation d'entreprise Hermès s'est engagée dans un programme social en trouvant, à nos côtés, l'occasion de soutenir un programme ambitieux. Elle finance ainsi un poste de chargé de mission sur une durée de 3 ans destiné à mettre en œuvre un programme d'actions culturelles dans l'ensemble de nos lieux d'hébergement. Baptisé « CLHé – Culture, Loisirs et Héritage », ce programme permettra aux 50 000 personnes accompagnées par le Samusocial de Paris d'accéder à la culture sous toutes ses formes.



► Rentrée scolaire : des fournitures pour les enfants sans-domicile

Plus de 20 000 enfants sont hébergés par le Samusocial de Paris dans des centres pour familles ou en hôtel social. Pour des personnes sans aucune ressource, aborder la rentrée des classes est une épreuve car l'achat de cartables, cahiers, stylos... représente un budget conséquent. Afin de leur venir en aide, nous avons donc fait appel à la générosité des entreprises et des particuliers.

En partenariat avec l'association Un Rien c'est tout, un appel à dons a été organisé durant l'été auprès des clients de la Fnac et Darty. À quoi se sont ajoutés des dons de Pilot Pen, Bic et Fiducial Office Solutions. Puis des bénévoles et des personnes que nous hébergeons ont mené aux côtés de nos salariés une opération de collecte de fournitures scolaires dans le magasin Monoprix, à Charenton. Une fois les fournitures triées, elles ont été livrées dans les centres d'hébergement et les hôtels sociaux. Au total, plus de 1000 enfants ont reçu un kit de rentrée.



Aidez-nous à agir, donnez .

Grâce à votre générosité et votre fidélité, les dons garantissent notre capacité à développer de nouvelles actions pour répondre aux besoins des personnes sans-abri, tout en consolidant nos missions historiques. Les dons réguliers nous permettent d'envisager des projets sur le long terme et garantissent une plus grande réactivité d'action.



Le don, comment ça marche ?

Vous pouvez soutenir nos actions en nous retournant le bon de soutien complété ci-dessous joint à votre chèque par voie postale, ou en remplissant le formulaire en ligne sur

www.faire-un-don.samusocial.paris



À quoi correspondent vos dons ?

- **35 €** permettent d'offrir un duvet et une soupe aux personnes rencontrées par nos maraudes.
- **60 €** permettent de financer une journée en accueil de jour avec un accès à l'espace hygiène, une consultation médicale et sociale.
- **100 €** permettent d'offrir des soins offerts pendant une journée dans un lit infirmier.
- **350 €** permettent de financer une semaine d'hébergement dans un centre avec repas, consultations médico-sociales et activités.



Augmentation exceptionnelle du plafond de réduction fiscale à 75% !

Cette année, le plafond de la réduction d'impôts à **75 %** dont vous bénéficiez en nous faisant un don est exceptionnellement relevé de **552 € à 1 000 €**. Ainsi, un don de **1 000 €** ne vous revient par exemple qu'à **250 €** après déduction fiscale. Pour tout don supérieur à cette somme, une réduction d'impôts égale à **66 %** du montant excédant est appliquée, dans la limite de **20 %** de votre revenu imposable.

BON DE SOUTIEN

samusocialParis

À RENVOYER À : SAMUSOCIAL DE PARIS • 59 RUE LEDRU ROLLIN • 94200 IVRY-SUR-SEINE • FRANCE

Oui, j'aide le Samusocial de Paris à agir aux côtés des personnes sans-abri.

Je fais un don de : € Chèque à l'ordre du Samusocial de Paris.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone (facultatif) :

Vos données sont collectées pour les finalités découlant du formulaire ci-dessus et pour réaliser des analyses statistiques. Ces données sont transmises à un ou plusieurs sous-traitants pour la gestion informatique du traitement. Les données seront conservées par le Samusocial de Paris (i) pour la newsletter : pendant un an au maximum après le dernier contact ou sans réponse après deux sollicitations successives et (ii) pour le reçu fiscal : jusqu'à l'expiration du délai de reprise de l'administration applicable.

En vertu du règlement UE 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification, à l'effacement et à la limitation du traitement, et d'un droit d'opposition et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer auprès de dpo@samusocial-75.fr. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle.